

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/007273]

31 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux règles d'octroi d'une indemnité de frais unique aux étudiants obtenant au cours de l'année académique 2023-2024 le diplôme de bachelier en art infirmier d'un volume d'études de 240 crédits

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;
- la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, article 3, alinéa 3 ;

- le décret du 22 décembre 2023 contenant le budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis défavorable le 9 mai 2024.

- Le ministre flamand qui a les finances et les budgets dans ses attributions a refusé son accord le 31 mai 2024.

- Le Gouvernement flamand a décidé le 31 mai 2024 de passer outre le refus d'accord du ministre flamand qui a le budget dans ses attributions.

- L'avis du Conseil d'État n'a pas été demandé, en application de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. L'urgence est motivée par le fait qu'il est essentiel que les étudiants qui obtiennent leur diplôme au cours de l'année académique 2023-2024 puissent être informés dans les meilleurs délais de la possibilité de demander une indemnité de frais, et que le paiement de celle-ci ne peut avoir lieu que si le présent arrêté est pris.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Tout étudiant qui, au cours de l'année académique 2023-2024, obtient auprès d'une institution enregistrée d'office en Flandre le diplôme de bachelier en art infirmier d'un volume d'études de 240 crédits, est éligible à une indemnité de frais unique de 1 000 euros.

Art. 2. Le Département Soins, créé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 mai 2023 relatif au Département Soins, verse l'indemnité de frais unique, visée à l'article 1^{er}.

Afin de recevoir l'indemnité de frais unique, l'étudiant visé à l'article 1^{er} en fait la demande par le biais du formulaire de demande mis à disposition à cet effet sur le site web du département précité.

Sous peine de déchéance du droit à l'indemnité de frais, la demande visée à l'alinéa 2 doit être transmise au Département Soins au plus tard le 30 novembre 2024.

Le Département Soins verse l'indemnité de frais avant le 31 décembre 2024.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} juin 2024.

Art. 4. Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203673]

13. JUNI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 25. April 2019 zur Festlegung des Verfahrens zur Zulassung, Registrierung und Anerkennung der Fachkräfte der Gesundheitspflegeberufe und zur Ausstellung des Europäischen Berufsausweises

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 25. April 2019 zur Festlegung des Verfahrens zur Zulassung, Registrierung und Anerkennung der Fachkräfte der Gesundheitspflegeberufe und zur Ausstellung des Europäischen Berufsausweises;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 15. Mai 2023;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Gesundheit vom 9. Januar 2024;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 19. Januar 2024;
 Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 eingereichten Antrags auf Begutachtung beim Staatsrat innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;
 In Erwägung, dass der Antrag auf Begutachtung am 23. Februar 2024 unter der Nummer 75.695/3 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates eingetragen wurde;
 Aufgrund der Entscheidung der Gesetzgebungsabteilung vom 26. Februar 2024, in Anwendung von Artikel 84 § 5 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 kein Gutachten abzugeben;
 Auf Vorschlag des für Gesundheit zuständigen Ministers;
 Nach Beratung,
 Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 4 des Erlasses der Regierung vom 25. April 2019 zur Festlegung des Verfahrens zur Zulassung, Registrierung und Anerkennung der Fachkräfte der Gesundheitspflegeberufe und zur Ausstellung des Europäischen Berufsausweises wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird die Wortfolge "175 Euro" jeweils durch die Wortfolge "98,05 Euro" ersetzt;
2. folgender Absatz 3 wird eingefügt:

"Der in Absatz 1 erwähnte Betrag des Honorars ist an die Indexierung der Gehälter des öffentlichen Dienstes der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit dem Angelindex 138,01 gebunden."

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 14. März 2024 in Kraft.

Art. 3 - Der für Gesundheit zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 13. Juni 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
 Minister für lokale Behörden und Finanzen
 O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
 Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
 A. ANTONIADIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2024/203673]

13 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 fixant la procédure d'agrément, d'enregistrement et de reconnaissance des professionnels du secteur des soins de santé et relatif à la délivrance d'une carte professionnelle européenne

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 fixant la procédure d'agrément, d'enregistrement et de reconnaissance des professionnels du secteur des soins de santé et relatif à la délivrance d'une carte professionnelle européenne ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2023 ;

Vu l'avis rendu par le Conseil consultatif pour la santé, donné le 9 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 19 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 23 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.695/3 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 fixant la procédure d'agrément, d'enregistrement et de reconnaissance des professionnels du secteur des soins de santé et relatif à la délivrance d'une carte professionnelle européenne, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 175 euros » sont chaque fois remplacés par les mots « 98,05 euros » ;

2^o l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le montant de la rétribution mentionné à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indexation des traitements de la fonction publique de la Communauté germanophone, sur la base de l'indice-pivot 138,01 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 14 mars 2024.

Art. 3. Le Ministre compétent en matière de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 13 juin 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances,
O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement,
A. ANTONIADIS

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/203673]

13 JUNI 2024. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 15 mei 2023;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor gezondheid, gegeven op 9 januari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 19 januari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag aan de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 23 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.695/3;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "175 euro" telkens vervangen door de woorden "98,05 euro";

2° het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

"Het honorariumbedrag vermeld in het eerste lid is gekoppeld aan de indexering van de wedden in de openbare sector van de Duitstalige Gemeenschap op basis van de spilindex 138,01."

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 maart 2024.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 13 juni 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
A. ANTONIADIS